



Le paquet climat européen soulève encore de nombreuses questions de cohérence et d'ambition

Après le vote du Parlement européen qui a dû s'y prendre à deux reprises pour adopter des textes du paquet climat « Fit for 55 », les ministres européens de l'énergie, sous une présidence française dont les efforts ont été unanimement salués, sont parvenus à adopter une position commune sur ces textes, notamment sur la révision des directives énergies renouvelables (EnR) et efficacité énergétique.

La CFE Énergies partage l'ambition ainsi affichée par l'Union européenne en matière d'efficacité énergétique. La crise climatique dont on voit chaque jour les effets, couplée à une profonde crise énergétique, impose en effet des efforts d'économies d'énergie et de s'engager sur la voie d'une sobriété bas carbone durable. Cette sobriété doit être organisée pour ne pas devenir une précarité imposée par le marché ni une décroissance idéologique.

La CFE Énergies prend tout autant acte de l'esprit de responsabilité des ministres qui ont préféré s'en tenir à l'objectif de 40 % d'EnR en 2030, refusant ainsi de suivre la Commission européenne qui, tout à la recherche de la pureté de son Green Deal, préconisait un objectif de 45 %. C'est en effet plutôt le pragmatisme bas carbone qui doit prévaloir face à l'approche idéologique de la « verdure ». Ainsi, en ce qui concerne l'hydrogène visé par cette directive EnR, l'Europe n'atteindra ses objectifs ambitieux que si elle ne se limite pas à un hydrogène prétendu « vert » mais prend en compte, sur le principe de la neutralité technologique, toutes les formes d'hydrogène bas carbone, y compris en mobilisant l'énergie nucléaire.

Les objectifs de neutralité carbone à l'horizon 2050 comme celui d'autonomie stratégique en matière énergétique, dont la guerre en Ukraine nous rappelle l'importance, n'ont en effet de chance d'être atteints que si l'Europe ne se prive d'aucune des solutions bas carbone à sa disposition. Les dernières études publiées montrant que le bilan carbone du nucléaire est, avec 4g de CO₂ par kWh, bien meilleur que celui de l'éolien ou d'un solaire reposant sur les importations chinoises, l'Union européenne serait bien inspirée d'utiliser la palette la plus large possible de solutions de décarbonation. L'Agence Internationale de l'Énergie ne dit pas autre chose dans son rapport rendu public le 30 juin.

Comme le Parlement une semaine auparavant, les ministres ont aussi validé les textes relatifs au marché européen du carbone (ETS) et à son extension au bâtiment et au transport. La CFE Énergies salue cette avancée en faveur du prix donné au carbone, avancée qui a été complétée par le vote des eurodéputés en faveur de la taxe carbone aux frontières de l'Europe. Pour autant, le recours accru au charbon que l'on constate ces dernières semaines dans certains pays européens au nom de la crise russo-ukrainienne, Allemagne, Autriche et Pays-Bas en tête, ne manque pas d'inquiéter sur la réalité des engagements climatiques de ceux qui se sont félicités de l'adoption des textes du paquet « Fit for 55 ».

Avocat de l'autonomie stratégique et de la souveraineté européenne, le commissaire européen Thierry Breton a ainsi raison d'exhorter l'Allemagne à prolonger l'exploitation de ses derniers réacteurs nucléaires et à ne pas compter que sur le charbon pour faire face à la pénurie de gaz russe qui vient. Cet appel de Thierry Breton est d'autant plus salutaire que selon la presse, l'Allemagne a tout fait pour convaincre le G7, lors de son dernier sommet en Bavière, d'amender un engagement climatique majeur pris lors de la COP 26 de Glasgow en novembre 2021. La panique de ceux qui s'en sont remis au marché, aux importations russes et à la météo pour s'éclairer, se chauffer et faire tourner leurs usines ne saurait tout excuser.

Enfin, la CFE Énergies milite plus que jamais pour un accompagnement social de la transition bas carbone, car celle-ci n'embarquera citoyens et salariés que si elle est juste. Le fonds social pour le climat proposé par la Commission européenne va donc dans le bon sens. Encore fallait-il que les pays dits « frugaux », Allemagne en tête, n'en rognent ni l'ambition ni les moyens par orthodoxie budgétaire ! Loin du triomphalisme de ceux qui saluent le « *tour de force* » présumé des institutions européennes, ce paquet climat est pour l'instant loin d'être à la hauteur d'une Europe sociale ambitieuse.

Contact presse : Alexandre GRILLAT – alexandre.grillat@cfe-energies.com